

## Les syndicats russes et trois années de dictature du prolétariat<sup>1</sup>

*Gouverner le pays et réaliser la dictature du prolétariat sans liaison intime avec les syndicats, sans leur soutien chaleureux, sans leur travail dévoué pour l'organisation économique et aussi militaire du pays — nous ne l'aurions évidemment jamais pu, non seulement pendant deux ans et demi mais même pendant deux mois et demi. (Lénine. [La maladie infantile du Communisme.](#))*

L'histoire du mouvement syndical russe, c'est l'histoire de la révolution russe elle-même. Notre mouvement syndical est né — ne l'oublions pas, dans la tempête révolutionnaire de 1905. Il est organiquement lié au mouvement général révolutionnaire du prolétariat russe. C'est pourquoi il est difficile, il est presque impossible de donner un aperçu sommaire du mouvement syndical en pleine dictature du prolétariat, au cours de trois années de lutte intense et de travail créateur de toute la classe ouvrière de Russie, — il est difficile de tracer sommairement l'histoire des syndicats comme celle d'organisations purement ouvrières. Quelques traits généraux de la période d'avant novembre 1917 suffisent pour caractériser le rôle des syndicats en Russie et le sens même de la révolution de novembre. Les syndicats et les comités des fabriques et des usines ont été, comme organisations, la base première essentielle du parti bolchevik encore pendant la lutte d'avant novembre 1917.

Déjà la déclaration du 3-4 juillet 1917, — moment le plus dur pour le Parti, — portait immédiatement après les signatures du C.C. et du Comité du Parti de Petrograd celles du Bureau des Syndicats de Petrograd, du Comité Central des Comités des fabriques et des usines et du Groupe Ouvrier du Conseil de Petrograd. La coalition, désireuse d'éviter la pression des prolétaires de Petrograd, organise un Conseil de Gouvernement à Moscou (août). Aussitôt le Bureau de Moscou des Syndicats, d'accord avec le Comité du Parti et contrairement à la décision du Conseil de Gouvernement — mencheviste alors — déclare une grève de protestation. Les fabriques et les usines de Moscou s'arrêtent immédiatement...

Au Conseil Démocratique, les représentants des Syndicats protestent énergiquement au nom de la plupart des syndicats russes contre la politique de compromis — et aussitôt la base des mencheviks et des S. R. se déplace à droite, vers les couches bourgeoises intellectuelles de la Coopération.

Dès la fin de septembre et jusqu'au moment du coup d'Etat, toute une série de syndicats réclament dans leurs conférences de délégués : l'organisation révolutionnaire de toute la vie industrielle, le contrôle ouvrier, la fixation du minimum du salaire, etc.

« La lutte économique est engagée ». déclare la résolution des métallurgistes de Moscou. Et les syndicats réclament, eux aussi, une politique économique révolutionnaire dans le sens des intérêts du prolétariat, et ils appellent à la lutte pour le pouvoir...

Et cet appel est entendu, suivi, dans les jours de novembre et d'après novembre. Le Conseil des Syndicats de Petrograd fut l'état-major du Comité de guerre révolutionnaire de Petrograd.

Dès le premier moment de la formation du Comité Révolutionnaire, le syndicat des métallurgistes de Petrograd met à sa disposition une somme d'argent considérable et toute son organisation technique. Dans un des moments les plus critiques de la lutte à Moscou, 10 novembre, une partie du Comité Révolutionnaire de cette ville établit son quartier général au syndicat des métallurgistes ; il va sans dire que toute l'organisation technique du syndicat fut mise à la disposition du Comité Révolutionnaire. L'armée rouge, elle aussi, a été organisée par les syndicats, et souvent on l'a vue livrer des combats sous le commandement de membres de direction des syndicats.

Le combat est fini... Et le pouvoir nouveau-né des soviets, — au milieu du sabotage effréné des classes cultivées, au cours d'une guerre civile ininterrompue, — commence son travail organisateur, s'empare de l'appareil de la vie politique et économique, toujours appuyé sur les syndicats et les comités des fabriques et des usines.

Le Commissariat du Peuple du Travail, en entier, se forme d'ouvriers et d'employés des syndicats. Ce furent les syndicats des travailleurs municipaux, des transports par voie d'eau qui se chargèrent de l'administration de la ville pendant la première période critique. C'était un système des plus primitifs, trop peu organisé pour la vie économique d'un peuple, mais, pour le moment, c'était le seul possible, en conséquence, le seul à suivre.

Dès la révolution de novembre, une ère nouvelle commence pour l'histoire du mouvement syndical russe. Des problèmes sociaux se posent devant les syndicats, problèmes inconnus jusqu'alors et exigeant la révision de principes immuables.

Le problème fondamental, celui dont relève toute la tactique des syndicats, est celui de la position à prendre à l'égard de l'Etat prolétarien, du Pouvoir Soviétiste. Les syndicats imbus dès leur origine d'hostilité, de méfiance à l'égard de l'Etat bourgeois, se développèrent sur la base du principe de l'indépendance du mouvement syndical par rapport au

<sup>1</sup> Source : numéro 1 du *Bulletin communiste* (deuxième année), 6 janvier 1921.

pouvoir. Principe indiscutable dans le milieu de l'Etat bourgeois. Placés dans des conditions nouvelles, les syndicats se virent obligés de se tracer une nouvelle ligne de conduite devant le pouvoir soviétique. Le premier congrès des syndicats de toutes les Russies (janvier 1918) dut résoudre le problème. La résolution prise après des débats acharnés, déclare : « La politique du gouvernement des ouvriers et des paysans est devenue la politique de la réorganisation socialiste de la société<sup>2</sup>. Dans toutes ces questions, les syndicats soutiendront de toutes leurs forces la politique socialiste du pouvoir des soviets qui est celle du Conseil des Commissaires du Peuple » (§ 5). Et encore : « Les syndicats complètement développés seront les organes du pouvoir socialiste au cours de la révolution socialiste actuelle »...

Ces résolutions déterminèrent la tactique des syndicats. Depuis lors elle n'est qu'une collaboration ininterrompue des syndicats avec le pouvoir des soviets, et cela dans tous les domaines du travail socialisé. Plus ce travail commun s'intensifiait, plus l'importance des syndicats dans les masses ouvrières allait en augmentant, plus grand était leur rôle dans l'histoire du pays et dans celle de la révolution. Le nombre des partisans de l' « autonomie des syndicats » (mencheviks et S. R.) allait par contre toujours en diminuant.

Une année de lutte en commun des syndicats et du pouvoir soviétiste contre la contre-révolution s'écoula... Une année de travail pour la consolidation et la réorganisation de la vie économique du pays. Le second congrès des syndicats (janvier 1919) en développant la ligne générale tracée par le premier congrès dans sa résolution (résolution du camarade Tomsky) résume les résultats obtenus et pose devant les syndicats les problèmes à résoudre :

*Les syndicats seront tenus de prendre une part plus active, plus énergique, dans le travail du pouvoir soviétiste. Ils collaboreront directement dans tous les organes de l'Etat en y exerçant le contrôle prolétaire ; ils résoudront, grâce à leurs organisations, les problèmes qui se posent devant le pouvoir soviétique. Ils prendront part à la réorganisation des diverses institutions de l'Etat en les remplaçant peu à peu par des organisations syndicales, par voie de fusion des organes syndicalistes avec les organes du pouvoir.*

Et encore :

*Les syndicats prendront une part active dans tous les domaines du travail soviétiste, ils chercheront à former dans leur milieu les organes de l'Etat. Les syndicats seront tenus de faire l'éducation des masses ouvrières, de les préparer à gouverner non seulement l'industrie du pays, mais tout l'appareil de l'Etat. Les syndicats seront tenus d'amener à ce travail leurs organisations, ainsi que les dites masses ouvrières.*

En conformité avec sa ligne générale, l'activité des syndicats — dirigée en commun avec celle du Commissariat du Travail vers le but de régulariser et normaliser les conditions du travail — l'activité des syndicats dans les différents moments de l'histoire de la révolution se concentre sur les problèmes généraux de gouvernement qui, pendant la dictature de la classe ouvrière, sont identiques aux problèmes spéciaux du prolétariat.

Indiquer le travail auquel les syndicats ont collaboré pendant les trois dernières années, c'est énumérer tout simplement tous les domaines de l'activité de l'Etat. Nous n'indiquerons que le principal.

Les trois années entières de l'existence de la République des soviets se sont écoulées au milieu de la guerre. L'existence même de la République et le sort ultérieur de la classe ouvrière dépendant des résultats de la guerre, rien d'étonnant que le travail militaire, le travail pour l'armée ait pris une part considérable de l'activité des syndicats. Plus la situation de la République est pénible au point de vue militaire, plus l'activité des syndicats se déroule énergiquement pour améliorer l'effort militaire.

Dans les moments de crise aiguë, tout le travail pacifique des syndicats passe au second plan et l'appareil des syndicats s'adapte à l'exécution de tel ou tel problème militaire que la situation militaire générale vient à poser. Dans ces moments critiques, les syndicats sont là pour inciter les masses ouvrières à l'accomplissement de leur devoir, soit à la défense immédiate de la République, soit à fortifier l'arrière de l'armée. Outre le soutien moral par voie de propagande dans les assemblées et la presse syndicaliste, les syndicats se chargent de résoudre tel problème militaire des plus essentiels. En 1917 et au début de 1918, les syndicats prennent une part active à l'organisation de la garde rouge, à la mobilisation du matériel de guerre et à l'organisation des hôpitaux militaires et des trains sanitaires. La résolution de la IV<sup>e</sup> conférence des syndicats (mars 1918), réunie au moment où l'on allait signer la paix de Brest, pose devant les syndicats la tâche que voici : « Prendre une part active à la reconstitution des forces militaires du pays »...

L'armée rouge remplace la garde rouge ; le volontariat est remplacé par la mobilisation régulière. Une armée ouvrière est en train de se former. Il faut la consolider, la cimenter en y introduisant des prolétaires conscients. Le Parti Communiste et les syndicats sont les deux forces sur lesquelles se base le pouvoir soviétiste. Elles donnent à l'armée rouge des cadres d'ouvriers disciplinés et conscients, dévoués à la cause des soviets. La débâcle du gouvernement de Samara<sup>3</sup>, voilà la résultat immédiat de ce travail.

---

2 Résolution sur le rapport de Zinoviev : « Résolutions des conférences et des Congrès des Syndicats de toutes les Russies ». — Edition du Conseil des Syndicats de Pétrograd, rédacteur Tsipérovitch. (Note de Tomsky)

Au début du mois d'avril 1919, la région de la Volga, menacée par les bandes de Koltchak, est en danger imminent. Le 11 avril, le Conseil Central des syndicats panrusse se réunit. Lénine y lit un rapport. Le conseil des syndicats prend la décision de soutenir la mobilisation par tous les moyens possibles, de convoquer les professionnels militaires, d'établir des méthodes de propagande parmi les soldats et d'organiser des comités qui assurent le succès de la mobilisation. À Moscou, en un seul jour, les syndicats arrivent à organiser 60 meetings, à lancer une série de proclamations. Les syndicats déclarent la mobilisation volontaire de 10 % de leurs membres. Une série de dépêches relatives à cette mobilisation, envoyées au Conseil Central des syndicats, témoignent du rôle de ces derniers dans la lutte engagée avec Koltchak<sup>4</sup>.

La lutte ininterrompue contre Koltchak exigea la mobilisation de tous les ouvriers et de tous les travailleurs de 18 à 40 ans (juillet). Le système de convocation, conformément au décret du Conseil de Défense, fut élaboré par le Conseil Supérieur d'Economie Nationale, par le Conseil Central des syndicats et par le Comité de Guerre Révolutionnaire Panrusse.

La Commission Centrale chargée d'organiser la mobilisation fut formée par le Conseil Central des syndicats et toute la mobilisation fut réalisée surtout par les syndicats mêmes.

Koltchak est repoussé, mais Denikine menace alors Orel et Toula. Ça sont encore les syndicats qui envoient leurs meilleurs travailleurs pour renforcer l'armée du front. Epuisés par les mobilisations successives, les syndicats trouvent cependant des forces nouvelles.

Denikine est battu, mais voici que 1920 amène l'offensive polonaise et les syndicats donnent encore une fois 5 000 de leurs meilleurs travailleurs pour renforcer les fronts de Pologne et de Wrangel.

Mais à part la contre-révolution et l'Entente, la révolution ouvrière a encore un ennemi — le roi Famine. La lutte contre la famine, la réquisition des blés, la régularisation du ravitaillement, voilà quelques-uns des problèmes principaux de la révolution prolétarienne et les syndicats ont été obligés d'y porter plus d'attention, peut-être, qu'aux problèmes de la guerre. Le Bureau d'approvisionnement militaire du Conseil Central des syndicats, organisé au moment le plus aigu de la crise du ravitaillement et ayant pour but de mobiliser les membres des syndicats pour des travaux militaires et pour la réquisition des blés, s'est transformé peu à peu en organe de mobilisation et de répartition des membres des syndicats par détachements de ravitaillement. Durant les deux années de son existence, le Bureau d'approvisionnement militaire (organisé en septembre 1918) a mobilisé et réparti sur le territoire de la Russie soviétique plus de 30 000 travailleurs occupés actuellement à divers travaux d'approvisionnement. Quelques-uns sont même membres des comités de ravitaillement de gouvernements. C'est en envoyant la masse des ouvriers conscients vers les régions fertiles, afin qu'en effectuant les opérations de ravitaillement ils fassent en même temps œuvre d'agitateurs et de maîtres de village partout où ils passeront, ce n'est qu'en agissant de cette façon qu'on peut gagner la campagne et s'y procurer tout le blé nécessaire aux affamés des villes. C'est justement ce travail qu'ont commencé et que poursuivent les syndicats de la Russie soviétique.

Quoique les syndicats prennent une part active aux affaires militaires et d'approvisionnement, plutôt éloignées des intérêts et des conditions du travail proprement dit, leur action principale a été dirigée vers la réglementation des conditions de travail, du salaire et de l'organisation de la vie économique.

L'une des revendications des syndicats avant la révolution de novembre avait été rétablissement d'un taux des salaires par les soviets d'ouvriers, et un des premiers décrets des organes soviétiques locaux fut en effet celui qui fixait les salaires réglementaires. Le nouveau Commissariat du Travail fut organisé par les syndicats conformément aux principes du nouveau régime. Sa politique fut diamétralement opposée à celle de son prédécesseur, le Ministère du Travail du temps de la coalition. Au lieu de la politique d'atténuation de la lutte entre le travail et le capital, politique qui découlait logiquement du programme général de ce gouvernement d'union des classes, le gouvernement de la dictature du prolétariat et son Commissariat du Travail ne pouvaient suivre qu'une ligne politique, celle de leur classe. Et les seules organisations qui pouvaient y être adaptées, sur lesquelles on pût s'appuyer et qui, à leur tour, étaient capables de fixer et de diriger cette politique, furent justement les syndicats.

La fixation des tarifs fut remise dès les premiers jours de la révolution aux syndicats, qui commencèrent par rétablir les salaires dans les différentes industries, puis fixèrent des tarifs communs pour toute une série de régions et finirent par décréter un seul tarif panrusse, modifié par des primes à la production.

Le tarif même, de simple régulateur des salaires qu'il était, est devenu un facteur puissant, un stimulant de la production et de l'organisation de la vie économique. Il influença peu à peu toutes les branches du travail et arriva finalement à régler la consommation des producteurs. Il est vrai qu'il reste encore beaucoup à faire, les syndicats ayant à soutenir une lutte acharnée contre les changements de tarifs et surtout contre le « marché libre ». Mais le travail gigantesque déjà accompli est la meilleure garantie du succès.

---

3 Autre nom du Komoutch (Comité des membres de l'Assemblée constituante), contre-révolutionnaire, dirigé par des S. R. de droite. (Note de la MIA)

4 Voir le compte rendu du Conseil Central Panrusse des syndicats, 1919. N. Glebov. Edition du C. C. des syndicats. (Note de Tomsky)

En lançant le mot d'ordre, « contrôle et réglementation de la production par les ouvriers mêmes », les syndicats ne mettaient cependant pas au second plan une autre question d'ordre capital, celle de l'organisation économique. Le contrôle de la production, transformé plus tard en nationalisation de toute l'industrie, ne put être réalisé qu'avec l'aide active des organisations ouvrières, dirigées par les syndicats. Le contrôle ouvrier démontra la nécessité de la centralisation, de la prise en compte et de la distribution des matières premières par l'Etat même. Par conséquent, les syndicats et le gouvernement des soviets furent obligés de nationaliser l'industrie ainsi que toutes ses administrations. Le Conseil Supérieur d'Economie Nationale, organisé sur la base de la plus directe collaboration avec les syndicats, fut d'abord un Conseil Economique, ayant pour but de régler et coordonner les travaux des institutions surgies pendant la guerre ; peu à peu, il se transforma en organe dirigeant toute l'industrie et concentrant toutes les forces matérielles et intellectuelles des syndicats. Il est clair que le Conseil Supérieur d'Economie Nationale menant une politique hostile aux intérêts des classes privilégiées devait nécessairement s'appuyer sur les syndicats et agir avec leur aide et sous leur contrôle. Organisé par les syndicats, il est jusque aujourd'hui basé sur eux. Depuis l'administration même du Conseil Supérieur jusqu'aux directions des usines, tout est organisé après accord avec les syndicats.

Énumérer tout ce qui a été fait par les syndicats pour l'organisation de l'économie nationale équivaldrait à écrire l'histoire du développement et de l'organisation de l'industrie nationalisée. Si l'on songe seulement que les assemblées panrusses et locales du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale sont composées principalement de représentants des syndicats, que presque tous les postes de direction dans l'industrie sont occupés par ces mêmes représentants, le rôle des syndicats dans la reconstitution de l'Economie Nationale durant la dictature du prolétariat apparaît clairement. On peut dire que plus l'Etat soviétique est solide, plus grande a été la part des syndicats dans son organisation. D'autre part, le fait même que les syndicats parviennent à s'incorporer dans l'organisme de l'Etat et commencent à s'occuper activement et en permanence, des problèmes d'organisation, ce fait, disons-nous, peut être considéré comme le symptôme le plus concluant de l'affermissement de la dictature du prolétariat. Et si le programme communiste adopté par la VIII<sup>e</sup> assemblée du Parti proclame que les syndicats doivent réunir autour d'eux tous les travailleurs sans exception, et devenir la base du pouvoir soviétique dans la reconstitution de l'économie publique, la IX<sup>e</sup> assemblée du Parti conclut : « En prenant cette voie, les syndicats réalisent leur fonction principale, la fonction de direction économique. En s'assimilant aux organisations soviétiques ils deviennent la base fondamentale des organismes économiques de l'Etat ».

Nous voyons que durant ces trois années de travail les syndicats ne se sont pas bornés à agir exclusivement dans le domaine de l'organisation économique. Ils ont toujours dirigé toute la force de leur organisation du côté où l'exigeaient le moment et les intérêts de la classe ouvrière. En somme, les syndicats ont pénétré toutes les institutions soviétiques en commençant par le Comité Central Exécutif Panrusse des soviets, le Conseil des Commissaires du Peuple, et le Conseil de la Défense, et sont devenus une partie intégrante de l'organisme dirigeant de la ouvrière. Il est vrai que les travaux d'Etat et surtout la guerre ont absorbé aux syndicats des forces considérables et troublé maintes fois le travail le plus indispensables. Mais pas une fois ce travail ne fut complètement interrompu. Le mouvement syndical suit une politique de concentration et de centralisation entraînant sans arrêt des masses de plus en plus nombreuses dans les confédérations syndicales. Quelques chiffres le démontrent d'une façon concluante :

	Nombre des membres	Nombre des confédérations panrusses
1917 – III <sup>e</sup> Conférence	1 475 429	-
1918 - I <sup>re</sup> assemblée panrusse	2 638 812	19
1919 – II <sup>e</sup> assemblée panrusse	3 422 000	30
1920 – III <sup>e</sup> assemblée panrusse	4 326 000	32

et enfin au moment actuel, d'après les chiffres dont dispose le Conseil Central panrusse des syndicats, le nombre des membres s'élève déjà à 6 000 000.

Si l'on pense à l'immense travail déjà fait pour : 1° la reconstruction et l'assimilation des syndicats affiliés ; 2° l'organisation de confédérations syndicales ralliant tous les syndicats des districts ou régions, on se rendra compte de l'immense développement politique et organisateur des syndicats durant ces trois années de dictature du prolétariat.

Il est vrai que l'évolution de l'appareil syndical est restée en arrière par rapport à leur développement général. Il est vrai aussi que souvent, par suite du départ des meilleurs travailleurs au front, la vie syndicaliste devint moins intense. Mais toujours de nouvelles masses de travailleurs arrivent en renfort dans les organisations syndicales et forment de nouveaux cadres de combattants.

En jetant un coup d'œil sur le chemin parcouru pendant ces trois années de dictature du prolétariat, les syndicats de la Russie soviétique peuvent se dire : « Nous avons pris part avec toute la classe ouvrière et son parti à la

construction de notre Etat ouvrier, nous avons combattu pour lui contre les oppresseurs du monde entier, nous sommes allés là où nous appelaient les intérêts et les devoirs de notre classe et nous avons fait tout ce qui était nécessaire. En croissant avec la révolution, en donnant notre sang pour elle, nous avons résolu les problèmes les plus difficiles et vaincu les ennemis les plus puissants. »